



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE

MINISTÈRE
DES SPORTS

COMITÉ D'HISTOIRE des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports

*Comité
d'histoire*

Site internet : <http://www.sports.gouv.fr> - Le ministère / Organisation / Comité d'histoire

Compte rendu de l'Assemblée générale du Comité d'Histoire des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports (CHMJS) - Jeudi 22 mars 2018 – Ministère des Sports



Présents : Anne LAMBERT, Marianne LASSUS, Michel CHAUVEAU, Pierre FRANÇOIS, Denise BARRIO-LADE, Julien FUCHS, Laurence MUNOZ, Pierre PARLEBAS, Martine GUSTIN-FALL, Patrick CLASTRES, Laurence LEFEVRE représentée par Sébastien RAMONELL, Francis LEBON, Thibaut DE SAINT POL, Chantal BRUNEAU, Marc GENÈVE, Fabrice LANDRY, Arnaud LOUSTALOT, Angelica TRINDADE-CHADEAU, Remi VIÉNOT, Ghani YALOUZ représenté par Julien FARAUT, Annaïck LAURENT représentée par Franck ESCOFFIER, François BODDAERT.

Excusé(e)s : Hervé CANNEVA, Laurent BESSE, Jean-Benoît DUJOL, Marie GRASSE, Claude BOLI, Florence CARPENTIER, Jean Paul CALLÈDE, Marie Ange RAUCH, Philippe CALLÉ, Carine ÉRARD, Robert FASSOLETTE, Colin MIÈGE.

La présidente ouvre la séance et remercie chaleureusement, de leur présence, les personnes qui ont pu se déplacer malgré les difficultés de transport du moment. Elle explique qu'effectivement, et nonobstant le contexte, le comité d'histoire rénové dans sa composition devait, sans tarder, tenir son assemblée générale. Elle rappelle à ce titre les deux arrêtés successifs publiés le 3 novembre puis le 13 décembre 2017 au Journal officiel de la République française, après signatures par les ministres de l'Éducation nationale et des Sports.

Elle souligne la création d'un collège scientifique composé de douze membres, historiens, enseignants, chercheurs et universitaires dont la mission est d'apporter davantage de méthode aux travaux entrepris par le Comité d'histoire.



Elle remercie également de leur présence les directions d'administration centrale et d'établissements nationaux ainsi que les personnalités qualifiées, dont un certain nombre sont de nouveaux membres.

Avant de passer à l'ordre du jour, Marianne LASSUS, vice-présidente du CHMJS, présente plus spécifiquement les profils, les cursus ainsi que les principales productions et ouvrages des membres du collège scientifique, dont elle assure la présidence.



Martine GUSTIN FALL procède, à la suite, à la présentation des membres de droit et les membres du collège des personnalités qualifiées.

Ensuite, une présentation en images au moyen d'extraits de films produits par l'INS en 1948 (ancêtre de l'INSEP) permet une présentation des collections remarquables qui existent au sein de l'Iconothèque et souligne que les archives représentent le matériau essentiel des travaux d'un comité d'histoire pour mettre en lumière et vulgariser l'histoire des politiques, les parcours des femmes et des hommes qui ont contribué à ces programmes et des structures administratives au fil du temps.

Puis la première partie de l'ordre du jour est développée avec les rapports moral et d'activités ainsi que les enjeux, initiatives et programme de travail du Comité pour les trois années à venir.

Rapport moral et d'activités **Grandes lignes et points essentiels**

L'année 2017 a été une année constructive. Il faut souligner qu'avec l'engagement de tous les membres, qu'il s'agisse des membres de droit représentant les administrations centrales et les établissements qui ont soutenu activement la procédure de réforme du comité, des actifs du bureau qui assurent la mise en application des projets ou de toutes les bonnes volontés qui ont contribué aux productions, les objectifs que l'assemblée de novembre 2016 s'était assignés ont été très largement atteints :

- La procédure de clarification concernant l'exploitation des archives orales des personnels JEP entre la SFHJS et le Comité a été menée à son terme. Ainsi chaque structure conduit ses projets de façon indépendante tout en conservant la possibilité de collaborer sur des thèmes communs.
- Les travaux de refonte de la composition du comité d'histoire ont abouti à la publication des arrêtés de composition et de nomination des membres en novembre, puis décembre 2017 après signature des deux ministres qui aujourd'hui se partagent les domaines de compétence. De façon très concrète, le Comité d'histoire comprend aujourd'hui un collège scientifique composé de 12 historiens et sociologues.
- Le site internet a été toiletté, enrichi et modernisé, grâce au concours des services de la communication du ministère des Sports et la DICOM des ministères sociaux.
- La Lettre dorénavant identifiée avec un numéro ISSN a été étoffée et améliorée dans sa facture. Sa diffusion a été élargie : à ce jour, aux 600 destinataires déjà identifiés, s'ajoutent 1 000 nouveaux correspondants enregistrés dans la base du service de la communication du ministère des sports (inséré dans la DICOM des ministères sociaux).
- Le projet de publication de « repères historiques » a été concrétisé grâce à la contribution de plusieurs rédacteurs, pour la plupart non membres du comité, mais riches d'expériences à transmettre.
- La thèse de Marianne LASSUS a été publiée et a fait l'objet de présentations publiques, à l'INJEP le 26 octobre 2017 et à l'INSEP le 25 janvier dernier.

Perspectives du comité d'histoire pour 2018 et les deux années suivantes

Projets en cours ou en préparation

- En premier lieu, le Comité entend organiser, fin 2019, une journée d'études destinée à mettre en lumière la réalité des corps d'instructeurs, conseillers techniques et pédagogiques (CTP), qui, entre les années 1944 et 1990, dans des contextes évidemment très différents, ont été recrutés pour développer des pratiques éducatives et culturelles en direction des publics éloignés de ces préoccupations et dans des territoires peu équipés de lieux spécifiques dans ces domaines. Cette cible de 2019 nécessite une mobilisation dès maintenant, pour préciser et expliquer les contextes historiques, sociologiques et politiques de l'exercice professionnels de ces corps d'agents publics, dont une centaine de témoignages a été réalisée depuis quatre ans par des membres du Comité d'histoire, ainsi que par des collecteurs bénévoles.
Ce travail d'historiens a été confié à Laurent BESSE qui a présenté une note remise en séance. Cette action se fera avec le soutien de Denise BARRIOLADE et, bien sûr, du PAJEP. D'autres partenaires impliqués dans la mission de recueil de mémoire pourront être associés à ce travail.
- En second lieu, le Comité d'histoire projette d'ouvrir un dossier portant sur la thématique « sport de haut niveau et olympisme », que la désignation de la France pour organiser les Jeux olympiques de 2024 met en lumière. Sur ce thème, Patrick CLASTRES présente en séance une proposition, encore partielle, destinée à analyser l'intérêt de la performance sportive sur l'enseignement des activités physiques et sportives à l'école ainsi que sur le développement du sport. Après échanges, un groupe de travail est constitué sous la responsabilité de Patrick CLATRES pour vérifier la faisabilité de ce projet en ces termes.
- Toujours dans le domaine du sport, une journée de vulgarisation est prévue à l'automne 2018 aux Archives nationales de Pierrefitte sur Seine, au cours de laquelle le comité d'histoire et des archivistes présenteront à un public d'étudiants, notamment, des thèmes portant sur le domaine du sport. Cet exercice sera bien évidemment, au vu du lieu de cette manifestation, l'occasion d'informer le public des ressources d'archives conservées à Pierrefitte et d'inciter de jeunes chercheurs à entreprendre des travaux en ce domaine. Une réunion sera fixée début avril avec les responsables des archives nationales, qui ont donné leur accord de principe. Toutefois la date de cette manifestation n'a pas encore été définitivement arrêtée.
- En parallèle, le Comité a été informé d'une initiative du service interministériel des Archives de France, sis au ministère de la Culture, de publier sur le portail « France -Archives » un dossier portant sur le sport et son histoire, auquel le comité pourra être associé.
- Par ailleurs, le comité d'histoire a été destinataire d'une proposition faite par le Comité d'histoire du corps préfectoral portant sur un projet de table ronde ou de journée d'études, au second semestre 2018, sur le thème « sport et préfets ». Ce projet demande la mobilisation du collège scientifique pour l'élaboration du contenu. Après échanges, un groupe de travail est constitué sous la responsabilité de Patrick CLATRES avec d'autres membres du conseil, notamment Messieurs FUCHS, MIÈGE et CALLÈDE.
- Enfin, le Comité d'histoire va publier, dans les prochaines semaines, le rapport portant sur la politique de l'éducation physique et sportive pendant l'occupation, diligenté par Marie George BUFFET alors ministre de la Jeunesse et des Sports, coordonné sur son aspect scientifique, par le professeur Jean Pierre AZÉMA.

A ensuite été présentée la démarche de l'association des inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports qui se propose d'enregistrer des IGJS honoraires volontaires, en utilisant la méthode du Comité d'histoire appliquée aux CTP et validée. Il a été souligné qu'il n'y avait pas de problème de fond pour la conduite de ces interviews dans la mesure où il n'y a pas de participation financière. Il a été rappelé également qu'il appartenait au Comité d'histoire de signer les conventions d'engagement pour respecter le processus de protection des personnes auditionnées.

Ces chantiers pour 2018-2019 seront menés, en fonction des circonstances, en coopération avec d'autres comités d'histoire (Culture/Travail./corps préfectoral/Environnement), ainsi qu'avec les associations et institutions, qui, chacun dans son domaine, constitue des ressources incontestables pour embrasser ces champs de l'histoire de l'administration et de ses agents.

Les participants se sont exprimés favorablement sur ces projets :

- en prenant en compte les propos prudents de Patrick CLASTRES relatifs à la mise en œuvre du projet portant sur les champions olympiques ;

- en relevant les propositions de contributions de certains membres du collège scientifique sur ces projets (Francis LEBON et Julien FUCHS) ; à noter que Jean Paul CALLEDE, empêché ce jour par un problème de transport, a fait parvenir des propositions écrites et que Laurence MUNOZ a également avancé des préconisations ;

- en enregistrant les appels de Denise BARRIOLADE aux membres du comité pour structurer l'approche de projet de mise en valeur des témoignages recueillis auprès des « instructeurs de jeunesse » ;

- en prenant en compte les avis de Rémi VIÉNOT, Fabrice LANDRY et Pierre FRANÇOIS sur ce sujet ;

- en notant les propos de Pierre FRANÇOIS sur la nécessité de prendre en compte les travaux de Claude BOLI, du musée national du sport, récemment auteur d'un rapport de mission confié par les ministères de l'Enseignement supérieur et des Sports sur un état des lieux des recherches en sciences humaines et sociales sur « Le fait Sportif ».

À ces grandes orientations de fond, qui avaient déjà fait l'objet d'un premier examen du collège scientifique et sont présentées à l'assemblée générale du 22 mars 2018, s'ajoutent des actions liées au fonctionnement et au rayonnement du comité d'histoire telles que :

- La diffusion périodique de la lettre du Comité d'histoire, toujours alimentée avec soin par Michel CHAUVEAU, avec le concours actif et vigilant des membres du bureau, Pierre FRANÇOIS et Denise BARRIOLADE notamment.
Un montage de diapositives sur power-point a permis à Michel CHAUVEAU de présenter les grandes évolutions et propositions en matière de site extranet et de communication, notamment la veille du site internet pour qu'il soit continuellement mis à jour et enrichi et la publication de « fiches de repères historiques » ; des membres du conseil scientifique ont confirmé leur participation à ces initiatives.
Les participants félicitent les travaux conduits par le comité et particulièrement l'engagement et l'efficacité de Michel CHAUVEAU sur ces thématiques.
- Et, une bonne nouvelle, apprise la veille de l'assemblée générale : l'arrêté de nomination a été confirmé par la DRH pour que François BODDAERT affecté auprès du secrétaire général des ministères chargés des affaires sociales (SGMCAS) puisse assurer 50 % de son temps de travail sur les fonctions de secrétaire général exécutif (SGE) du comité, à compter du 1^{er} février 2018.

Dans la foulée de cette annonce, les missions du secrétaire général exécutif sont rappelées, la fonction première du SGE étant de coordonner les initiatives, dont :

- fonction opérationnelle liée à la direction des activités au quotidien,
- fonction financière (préparation/ suivi avec service budgétaire correspondant) ;
- fonction administrative qui gère les obligations juridiques ;
- fonction de coordination et d'animation de projets.

Puis le secrétaire général présente les budgets de 2017 et de 2018 (prévisionnel).

À l'occasion de la présentation des budgets de fonctionnement (consommation 2017 et perspectives 2018), il a été souligné que la DJEPVA assurait, avec le plus de souplesse possible, la gestion de l'enveloppe de crédits dédiée sur son programme 124. Des remerciements lui ont été adressés.

À l'issue, Denise BARRIOLADE rappelle qu'il sera certainement nécessaire de trouver des moyens pour publier les « actes de la jeunesse ». Toutefois, des membres suggèrent d'explorer la possibilité d'une publication « en ligne ».

Enfin, au-delà des points de l'ordre du jour, des échanges ont lieu quant à la nécessité de prévoir des réunions du collège scientifique sous la responsabilité de Marianne LASSUS pour le suivi des groupes de travail qui sont en place ou en cours pour la réalisation des trois projets validés :

- ***projet de table ronde ou de journée d'études, au second semestre 2018, sur le thème « sport et préfets » ;***
- ***proposition destinée à analyser l'intérêt de la performance sportive sur l'enseignement des activités physiques et sportives à l'école ainsi que sur le développement du sport, qui pourrait s'intituler « par-oles et souvenirs d'athlètes olympiques » ;***
- ***préparer en 2018 pour organiser, fin 2019, une journée d'études destinée à mettre en lumière la réalité des corps d'instructeurs, conseillers techniques et pédagogiques, entre les années 1944 et 1990.***

L'ordre du jour étant épuisé, la présidente remercie une nouvelle fois les présents et souligne la qualité des échanges. Elle souhaite qu'un travail fructueux avec tous les membres puisse se concrétiser en 2018.



La séance est levée à 17h10.

%%%%%%%%%